



La distribution de la presse dans la région lyonnaise va-t-elle de nouveau s'arrêter ?

La décision des éditeurs et de l'état de liquider les SAD et la Soprocom est un véritable désastre pour le réseau de la vente au numéro en province.

Si la volonté de certains salariés, qui ont refusé de se laisser virer de la sorte, a permis un redémarrage de l'activité à Lyon, cette liquidation a aussi engendré de nombreux problèmes qui mettent en péril cette fragile reprise.

Alors que la distribution de la presse a recommencé dans la région lyonnaise début juillet à partir des locaux de la SAD qui étaient occupés par les salariés, le propriétaire souhaite maintenant récupérer l'usage de son bien au 31 juillet 2020 mettant ainsi en péril la poursuite de l'activité.

Une nouvelle rupture dans l'acheminement de la presse nationale jusqu'aux diffuseurs est donc à redouter.

Les salariés qui portent un projet de société coopérative d'intérêt collectif pour assurer à terme cette mission d'intérêt public et démocratique ne peuvent accepter qu'une telle situation se reproduise.

Ils rappellent aussi que cette situation de blocage concernant l'utilisation des locaux est la même que vivent leurs camarades marseillais, ce pourquoi la distribution même sous forme de régie n'a pas pu reprendre sur ce secteur.

Ne voulant pas revivre une situation similaire à la liquidation du 15 mai, ils interpellent tous les acteurs des éditeurs aux pouvoirs publics en passant par les messageries afin qu'ils prennent enfin leur responsabilité pour qu'une solution pérenne de distribution de la presse soit rapidement trouvée avec les ex salariés liquidés.

Lyon, le 24 juillet 2020

